



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Août 2026



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Août 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En juillet 2026, l'économie mondiale a été globalement bien orientée, malgré des évolutions contrastées selon les régions. L'activité du secteur privé s'est nettement accélérée aux États-Unis et a renoué avec l'expansion en zone euro. En Chine, l'activité a fortement ralenti, tandis qu'en Afrique du Sud, elle a progressé à un rythme plus modéré.

Aux **États-Unis**, l'activité économique s'est renforcée, atteignant son rythme de croissance le plus soutenu depuis octobre 2025, sous l'effet de l'accélération de l'activité dans les services et de la hausse des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'activité du secteur privé est repassée en phase d'expansion, portée par le redressement des services et l'amélioration de la production manufacturière.

En **Chine**, la dynamique d'expansion s'est nettement modérée, en raison du ralentissement dans les secteurs manufacturier et des services, conjugué à l'affaiblissement de la demande intérieure. En **Afrique du Sud**, l'activité a progressé, soutenue par le redressement de la production, mais à un rythme moindre, du fait de la baisse des nouvelles commandes.

En Afrique de l'Ouest, la croissance de l'activité du secteur privé a ralenti au **Nigeria**, malgré le raffermissement des nouvelles commandes. Au **Ghana**, la contraction de l'activité s'est atténuée, tandis que la production et les nouvelles commandes ont continué de reculer, en raison notamment des difficultés de financement rencontrées par les clients.

En juillet 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a augmenté de 4,9%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés s'est accru de 4,7%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique positive en variation mensuelle en juin 2026, soutenue par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), des services financiers et du commerce. Le taux d'inflation est ressorti à 1,2% en juillet 2026, en hausse de 0,4 point de pourcentage (pdp) par rapport au mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,75% en juillet 2026, en hausse de 7 points de base (pdb) par rapport à son niveau en juin 2026 (3,68%). Les taux débiteurs appliqués par les banques à la clientèle sont restés globalement stables en juin 2026 à 6,66%, contre 6,67% en mai 2026 et 6,70% un an plus tôt.

À fin juin 2026, la masse monétaire a progressé de 20,9%, en glissement annuel, après une augmentation de 19,9% un mois plus tôt. Cette évolution résulterait essentiellement de l'accroissement de la circulation fiduciaire et des dépôts respectivement de 25,2% et 19,6%, après des hausses de 26,0% et 17,9% à fin mai 2026.

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 1,7% en août 2026 puis à 1,9% en septembre 2026. L'accélération projetée de l'inflation dans l'Union s'explique notamment par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et leurs répercussions sur les prix des produits pétroliers et les coûts du fret, ainsi que par le relèvement des prix des carburants dans la plupart des États membres.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 août 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En juillet 2026, les enquêtes PMI font ressortir une amélioration de l'activité du secteur privé mondial, avec une accélération du rythme de croissance aux États-Unis et un retour de la zone euro en phase d'expansion. En Chine, l'activité a ralenti, tandis qu'en Afrique du Sud, sa progression est restée modérée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 54,5 points en juillet 2026, après 51,9 points en juin 2026, indiquant une accélération de l'activité du secteur privé, dont le rythme de croissance a atteint son niveau le plus élevé depuis octobre 2025. Cette évolution a été principalement portée par les services, dont l'indice a augmenté à 54,6 points, contre 51,2 points le mois précédent, sous l'effet d'une hausse des nouvelles commandes. L'activité a également bénéficié des dépenses liées aux célébrations de la fête nationale, ainsi que du renforcement des investissements dans les activités commerciales. La production manufacturière a poursuivi sa progression, à un rythme toutefois plus modéré. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 52,0 points en juillet 2026, contre 50,0 points le mois précédent, signalant une reprise de l'activité après sa stabilisation en juin 2026. Cette évolution s'explique par le retour des services en phase d'expansion, avec un indice s'établissant à 51,7 points, contre 49,4 points en juin, ainsi que par l'accélération de la production manufacturière, dont l'indice a atteint 52,9 points, son plus haut niveau depuis mars 2022.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** s'est situé à 50,8 points en juillet 2026, contre 53,6 points le mois précédent. L'activité du secteur privé a ainsi progressé à son rythme le plus faible depuis un an, en raison du ralentissement de la production manufacturière et des services, dans un contexte d'affaiblissement de la demande intérieure. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI s'est légèrement replié à 50,3 points en juillet 2026, après 50,5 points en juin 2026, indiquant une poursuite de l'amélioration de l'activité, mais à un rythme plus modéré, tandis que la demande intérieure, moins dynamique, a continué de peser sur les nouvelles commandes.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI du **Nigeria** a fléchi à 52,5 points en juillet 2026, après 53,4 points le mois précédent. Malgré ce ralentissement, l'activité est restée soutenue par la hausse des nouvelles commandes, l'amélioration de la demande, le lancement de nouveaux produits et des prix plus compétitifs. Au **Ghana**, l'indice PMI a progressé à 49,2 points en juillet 2026, après 47,7 points le mois précédent, traduisant une atténuation de la contraction de l'activité du secteur privé. Le recul de la production et des nouvelles commandes s'est poursuivi, mais à un rythme moins marqué, les difficultés de financement rencontrées par les clients continuant de peser sur la demande.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par des pressions inflationnistes induites par les tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a maintenu, le 29 juillet 2026, son taux directeur dans une fourchette de 3,50% à 3,75% pour la cinquième réunion consécutive. La FED a souligné la résilience de l'économie américaine, caractérisée par une activité soutenue, un marché du travail stable et des investissements robustes, malgré les incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. L'inflation demeurant supérieure à sa cible de 2%, elle a réaffirmé son engagement à préserver la stabilité des prix. La **Banque centrale européenne (BCE)** a laissé inchangés ses taux directeurs lors de sa réunion du 23 juillet 2026,

après un relèvement de 25 pdb en juin 2026. Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal sont restés fixés à 2,25%, 2,40% et 2,65%, respectivement. La BCE a maintenu une approche prudente dans un contexte marqué par une inflation plus modérée (2,8% en juin 2026, contre 3,2% en mai 2026) et une forte incertitude liée aux prix de l'énergie. Elle reste toutefois vigilante face aux risques de transmission du choc énergétique à l'inflation et à l'activité économique.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses taux de référence des prêts à des niveaux historiquement bas pour le quinzième mois consécutif, le 20 août 2026. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an est resté fixé à 3,00% et celui à cinq ans, qui sert notamment de référence aux prêts hypothécaires, à 3,50%. Cette décision intervient malgré les signes d'un nouvel affaiblissement de l'activité économique, caractérisé notamment par le ralentissement de la production industrielle et des ventes au détail ainsi que par la contraction des nouveaux prêts en yuan en juillet 2026. Ce statu quo reflète notamment la volonté de l'institution de privilégier une approche prudente, les marges nettes d'intérêt des banques, proches de leurs plus bas historiques, limitant les possibilités d'un nouvel assouplissement monétaire. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 23 juillet 2026, reconduit son principal taux directeur à 7,00%, considérant l'orientation appropriée dans un contexte marqué par des risques inflationnistes persistants liés aux tensions au Moyen-Orient et une croissance fragile. Cette décision intervient dans un contexte de renforcement des tensions sur les prix, le taux d'inflation ayant atteint 5,0% en juin 2026, après 4,5% en mai 2026, sous l'effet principalement de la hausse des prix des carburants liée aux tensions au Moyen-Orient. La banque centrale prévoit toutefois une inflation moyenne de 4,0% en 2026, tout en restant attentive aux risques inflationnistes.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 26,50% le 21 juillet 2026, en raison des risques persistants entourant l'évolution des prix liés aux incertitudes géopolitiques. Cette décision intervient alors que l'inflation est restée stable à 15,9% en juin 2026. Les Autorités anticipent un ralentissement progressif de l'inflation, porté par la stabilité du naira et les effets du resserrement monétaire passé. La **Banque du Ghana (BoG)** a décidé de maintenir son taux directeur à 14% le 22 juillet 2026, interrompant ainsi le cycle d'assouplissement monétaire engagé depuis un an, afin de contenir les risques inflationnistes liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Cette décision intervient alors que l'inflation a accéléré à 5,3% en juin 2026, sous l'effet de la hausse des prix des engrais induite par le renchérissement du pétrole. La **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a assoupli sa politique monétaire lors de sa réunion du 29 juin 2026, en abaissant le taux d'intérêt des appels d'offres de 4,75% à 4,50% et le taux de la facilité de prêt marginal de 6,25% à 5,75%, tout en maintenant la facilité de dépôt à 0%. Cette décision intervient dans un contexte où l'inflation devrait rester maîtrisée à 2,4% en 2026, soit sous le seuil communautaire de 3%, tandis que les perspectives extérieures s'améliorent, avec un recul attendu du déficit courant et un renforcement des réserves de change. La BEAC a également réduit les coefficients de réserves obligatoires afin de libérer des marges de liquidité pour le système bancaire et soutenir le financement de l'économie. Le ratio sur les exigibilités à vue passe ainsi de 7,00% à 6,50% et celui sur les exigibilités à terme de 4,50% à 4,00%.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 août 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en juillet 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	3,4
Zone euro	-75	25	2,25	2,0	2,9
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	2,0	1,0
Afrique du Sud	-100	25	7,00	{2,0 - 4,0}	5,0
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,9
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	4,6
CEMAC *	-25	-25	4,50	-	1,4

Sources : Banques centrales des pays concernés ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

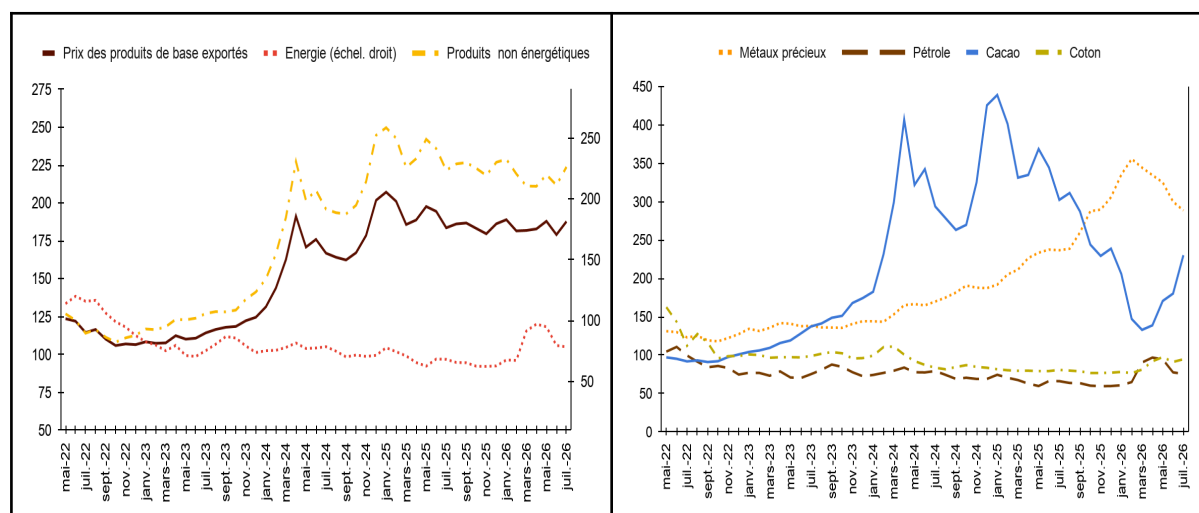
En juillet 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 4,9%.

En juillet 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 4,9%, après une baisse de 4,8% un mois plus tôt. Cette évolution est imputable à l'augmentation des cours du **cacao** (+27,7%), de l'**huile de palmiste** (+14,1%), du **café** (+9,6%), du **coton** (+3,9%), du **gaz naturel** (+3,8%), de la **noix de cajou** (+2,8%), du **zinc** (+1,7%) et de l'**uranium** (+0,2%). À l'inverse, les prix de l'**or** (-3,8%), du **caoutchouc** (-2,9%), du **pétrole** (-2,4%), de l'**huile de palme** (-0,3%) et du **phosphate** (-0,3%) se sont repliés sur la période.

Les cours du **cacao** ont fortement progressé, atteignant leur plus haut niveau depuis novembre 2025, en raison des incertitudes persistantes entourant la campagne 2026/2027 en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire. La faiblesse des volumes récoltés et les retards dans l'acheminement des fèves ont alimenté les craintes d'un resserrement de l'offre mondiale. Le raffermissement des prix des **huiles de palmiste** est attribuable aux inquiétudes suscitées par les perspectives d'un épisode El Niño de forte intensité en Asie du Sud-Est, susceptible d'affecter la production dans les principaux pays producteurs. Les prix du **café** se sont renforcés en raison de la diminution des stocks certifiés d'Arabica et des retards de récolte observés au Brésil. Les incertitudes concernant la qualité de la production brésilienne ont également soutenu les cours du café. Le renchérissement du **coton** s'explique par les préoccupations relatives à l'offre mondiale, liées notamment à la dégradation de l'état des cultures aux États-Unis et aux risques climatiques pesant sur les rendements au Brésil. La hausse des prix du **gaz naturel** est principalement liée à la forte diminution des expéditions de gaz naturel liquéfié à travers le détroit d'Ormuz, qui a ravivé les craintes concernant l'approvisionnement mondial. Le besoin de reconstituer les stocks européens avant l'hiver a également intensifié la concurrence avec l'Asie pour l'accès aux cargaisons disponibles sur le marché au comptant. La progression des cours de l'**uranium** reflète l'accroissement des transactions sur le marché des contrats à long terme, les exploitants de centrales nucléaires cherchant à sécuriser leurs besoins futurs en combustible, dans un contexte de contraintes persistantes sur l'offre mondiale.

En revanche, les cours de l'**or** ont reculé en raison de la remontée des rendements des obligations américaines et du renforcement du dollar, qui ont réduit l'attrait du métal jaune, actif non rémunéré, auprès des investisseurs. Les prix du **caoutchouc naturel** ont fléchi, dans un contexte de baisse des cours du pétrole favorable à la compétitivité du caoutchouc synthétique. Le ralentissement attendu de la demande, lié aux restrictions commerciales de l'Union européenne sur les pneumatiques en provenance de Chine, a également accentué ce repli. La diminution des cours du **pétrole** s'explique par les anticipations d'une normalisation progressive du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, dans un contexte marqué par la poursuite des efforts diplomatiques visant à apaiser les tensions. Parallèlement, le niveau élevé des stocks de brut en Chine a continué de limiter les besoins d'importation et d'atténuer les craintes d'une pénurie d'approvisionnement à court terme. Le fléchissement des prix de l'**huile de palme** est imputable à l'appréciation de la devise malaisienne, le ringgit, et à la baisse des cours des huiles végétales concurrentes. Cette évolution reflète également la contraction des importations de l'Union européenne, dont le volume est ressorti inférieur de 39% à celui enregistré en juillet 2025. Le recul des prix du **phosphate** intervient dans un marché globalement stable, caractérisé par la régularité des approvisionnements contractuels en provenance du Maroc et de la Tunisie. La suspension temporaire de certains droits appliqués par les États-Unis aux engrais phosphatés marocains a également contribué à réduire les coûts d'importation sur ce marché.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, Calculs BCEAO

Par rapport à juillet 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 2,3%, après une baisse de 8,0% le mois précédent. Cette hausse concerne les cours de l'**huile de palme** (+38,5%), du **zinc** (+30,3%), du **caoutchouc** (+25,9%), de l'**or** (+21,9%), du **gaz naturel** (+17,7%), des **huiles végétales** (+17,5%), de l'**uranium** (+17,4%), du **coton** (+17,2%), du **pétrole** (+14,5%), du **café** (+10,2%), du **phosphate** (+6,2%) et de la **noix de cajou** (+5,6%). En revanche, le prix du **cacao** (-23,9%) a diminué.

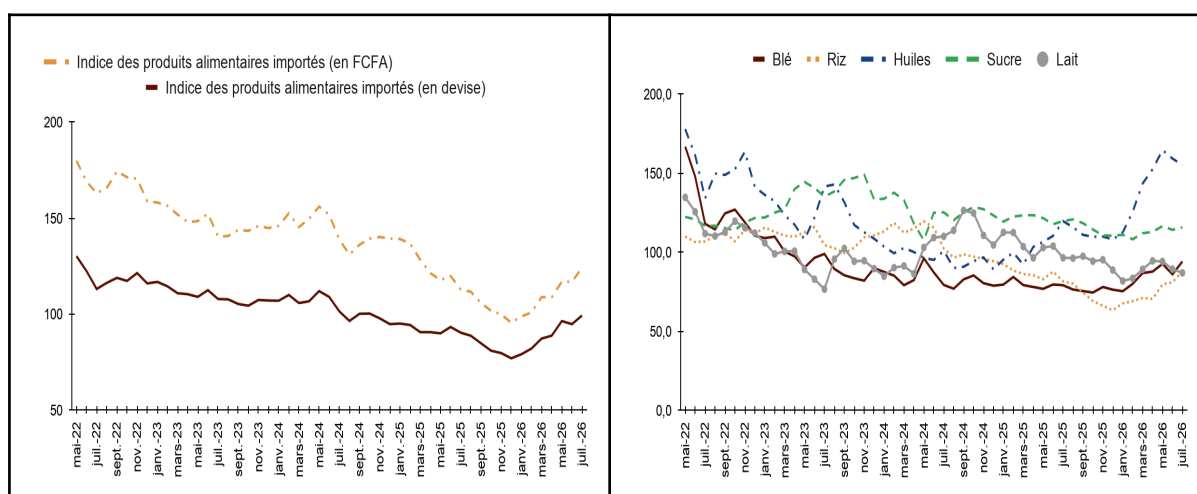
En juillet 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est renforcé de 4,7% en variation mensuelle, après une baisse de 1,6% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte de l'augmentation des cours du **blé** (+9,4%), du **riz** (+6,3%) et du **sucre** (+1,5%). Par contre, les cours du **lait** (-2,7%) et de l'**huile de soja** (-2,5%) ont fléchi sur la période sous-revue.

Les cours du **blé** ont progressé en raison des conditions météorologiques défavorables observées dans plusieurs grands pays exportateurs, notamment en Europe et dans la région de

la mer Noire, qui ont fait craindre un resserrement de l'offre mondiale. Le raffermissement des cours du **riz** s'explique par les perspectives de développement d'un épisode El Niño de forte intensité dans les principales régions productrices d'Asie du Sud-Est, susceptible d'affecter les rendements de cette culture particulièrement sensible aux aléas climatiques. Les prix du **sucre** ont été également soutenus par les risques que ce phénomène climatique fait peser sur la production de plusieurs grands pays producteurs.

En revanche, les cours du **lait** se sont repliés dans un contexte d'offre disponible supérieure à la demande mondiale. Le recul des cours de l'**huile de soja** s'explique par l'amélioration des perspectives de production aux États-Unis et les prévisions d'exportations record du Brésil.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, Calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 9,8%, après une hausse de 1,5% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au renforcement des cours des **huiles végétales** (+29,6%), du **blé** (+18,9%) et du **riz** (+6,1%). En revanche, les prix du **lait** (-9,9%) et du **sucre** (-3,4%) se sont repliés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a progressé de 10,0%, en variation annuelle, en raison d'une hausse des cours du **blé** (+21,7%), des **huiles végétales** (+12,4%) et du **riz** (+10,4%), atténuée par une diminution des prix du **lait** (-7,8%) et du **sucre** (-7,5%).

1.4. Marchés financiers

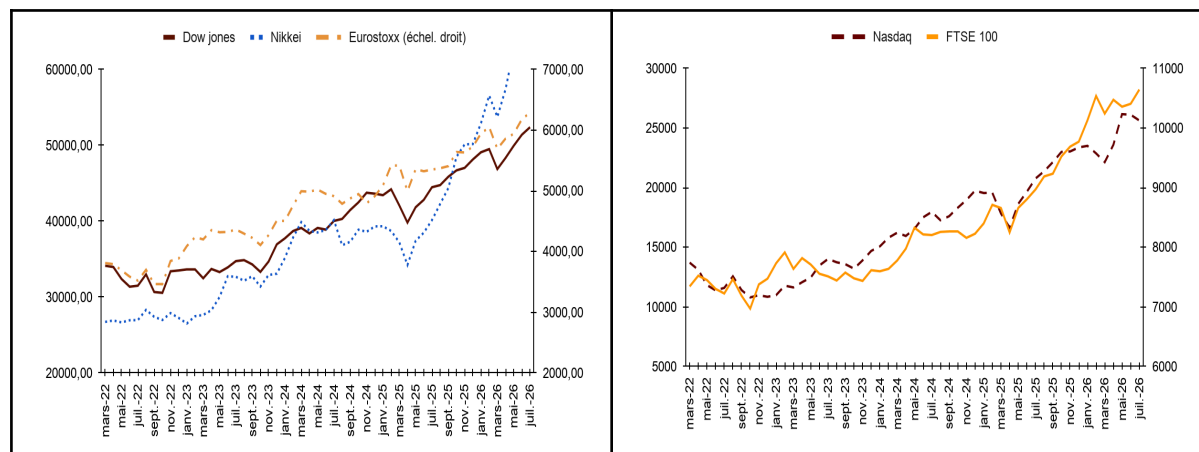
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont évolué de manière contrastée au cours du mois de juillet 2026.

1.4.1. Les places boursières

En juillet 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions divergentes. En effet, l'indice DOW JONES aux États-Unis a progressé de 1,9% comparativement à sa moyenne du mois précédent. L'indice EUROSTOXX 50 de la zone euro (+1,8%) s'est renforcé par rapport à son niveau de juin 2026, et l'indice CAC 40 de la France (+0,9%) s'est accru sur la même période. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également augmenté de 2,3%. En revanche, l'indice NIKKEI 225 du Japon a reculé de 2,9%, de même que l'indice NASDAQ des États-Unis (-1,9%) d'un mois à l'autre.

En Afrique, les indices BRVM 30 (+9,2%), BRVM composite (+7,9%), GSE du Ghana (+3,0%) et NSE du Nigeria (+0,7%) ont enregistré une hausse en juillet 2026. En revanche, les indices MASI du Maroc (-2,4%) et FTSE de l'Afrique du Sud (-2,2%) se sont repliés au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



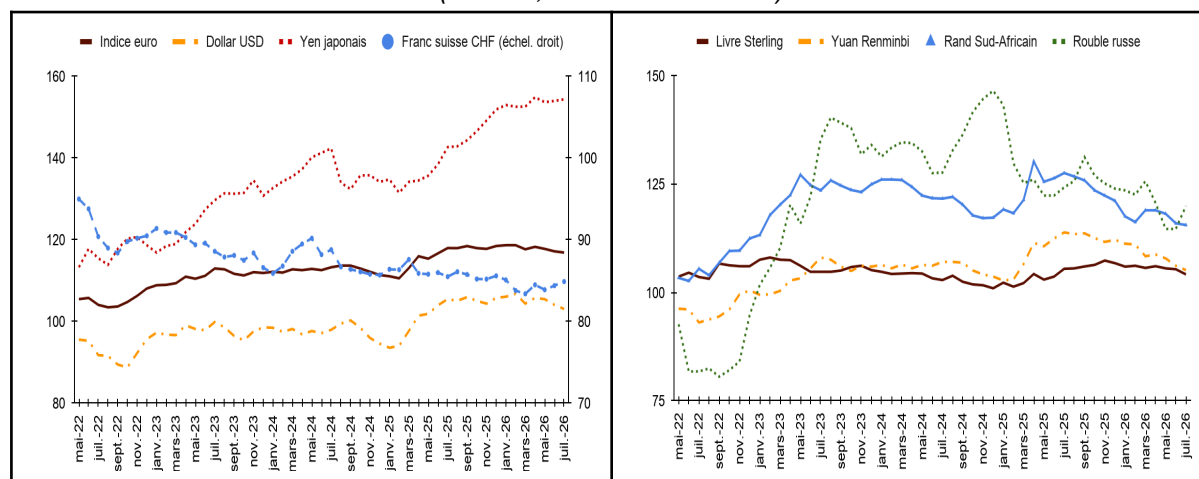
Sources : Reuters, Calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,3% en juillet 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro a perdu de la valeur face à la livre sterling (-1,1%) et au dollar américain (-0,9%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le yuan chinois (-0,9%) et le rand sud africain (-0,3%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du rouble russe (+4,6%), du franc suisse (+0,5%), du yen japonais (+0,2%) et de la roupie (+0,1%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

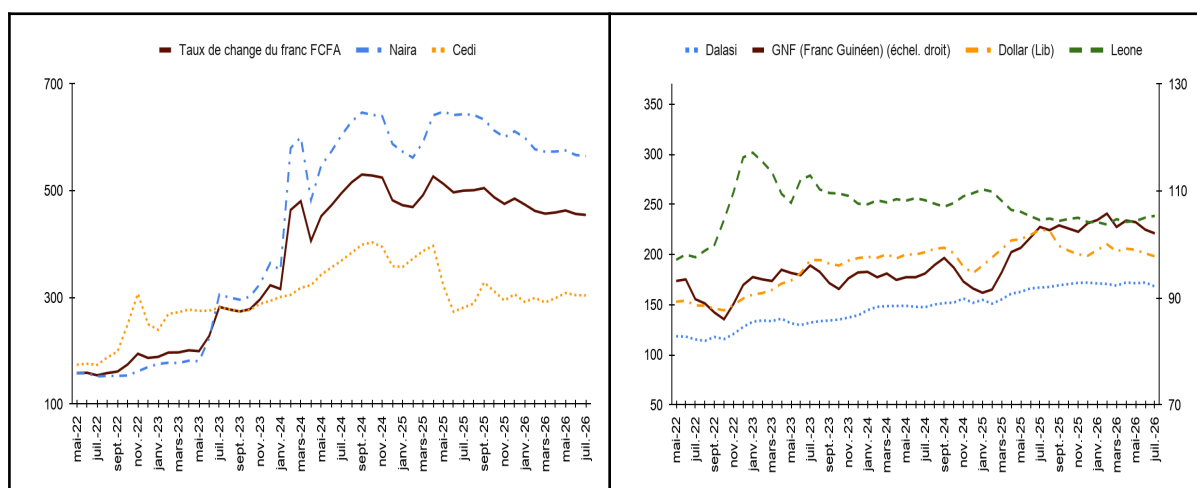
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 0,4% en juillet 2026 par rapport au mois précédent, sous l'effet de son affaiblissement vis-à-vis du dalasi gambien (-2,3%), du dollar libérien (-1,4%), du franc guinéen (-0,7%), du naira (-0,4%) et du cedi ghanéen (-0,2%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au leone (+0,8%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, Calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA a reculé de 9,1% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du naira (-12,3%), du dollar libérien (-11,7%) et du franc guinéen (-1,3%). En revanche, la monnaie communautaire s'est raffermie face au cedi (+8,0%), au leone (+1,8%) et au dalasi (+0,6%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin juin 2026 montrent que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,5 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100). L'indice du chiffre d'affaires du commerce a progressé de 1,3% en juin 2026, après un fléchissement de 3,9% le mois précédent, tandis que les services financiers ont enregistré une hausse de 2,7% en juin 2026, après une augmentation de 1,7% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité en juin 2026 dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est contracté de 4,7% en juin 2026, après une baisse de 2,3% observée le mois précédent. De même, l'indice des services marchands non financiers a fléchi de 0,1% en juin 2026, après un recul de 8,7% un mois plus tôt.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est replié de 4,7% en juin 2026, après une diminution de 2,3% observée le mois précédent. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des activités de fabrication (-3,6 points) et des activités extractives (-1,0 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Mai	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	0,1	2,5	2,7	-1,0	5,4	1,8
Extraction d'hydrocarbures	0,5	0,4	0,3	-0,1	1,0	0,5
Extraction de minerais métalliques	-1,0	1,9	2,4	-1,2	3,6	0,4
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,8	-1,2	-5,3	-3,6	2,9	0,2
Fabrication de produits alimentaires	-1,4	-0,7	-2,4	-3,9	2,4	-1,2
Fabrication de textiles	-0,5	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,4	0,2	-1,1	0,6	0,1	0,5
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,5	-0,5	0,0	-0,1	-0,1	0,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
INDICE GLOBAL	-1,2	1,0	-2,3	-4,7	8,6	2,5

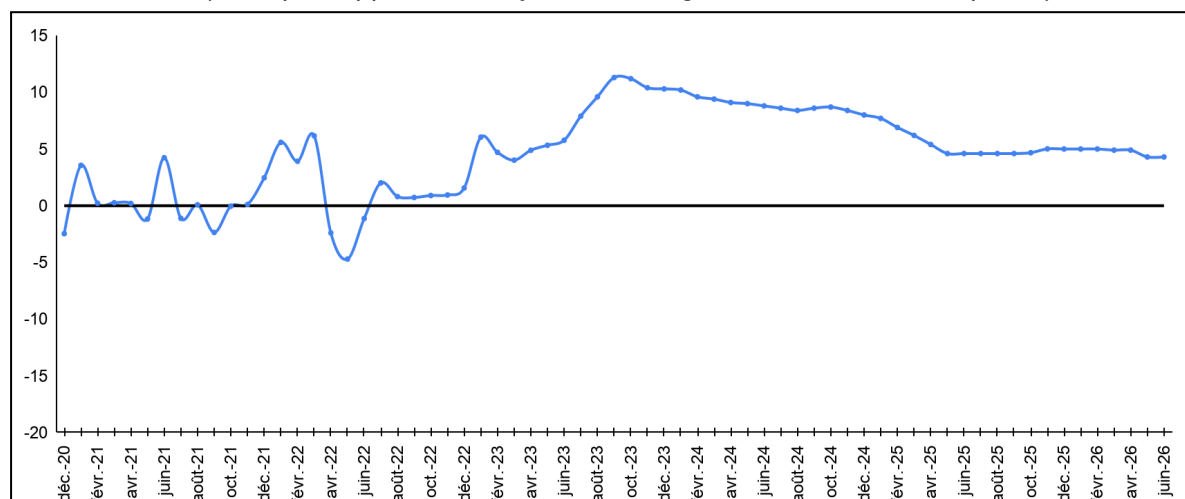
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 2,5% en juin 2026, après une hausse de 8,6% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités extractives (+1,8 point), de la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,3 point), des activités de fabrication (+0,2 point), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en juin 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,3 points, alors que l'indice s'établissait à 104,4 points le mois précédent. Par pays, un renforcement de l'activité dans le secteur des BTP a été relevé au Bénin (+26,3 points), au Sénégal (+23,0 points), au Burkina (+15,3 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+7,3 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,1 points), au Niger (-20,6 points) et au Togo (-4,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 1,3% en variation mensuelle au cours du mois de juin 2026, après un fléchissement de 3,9% le mois précédent. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement attribuable à la progression des activités de commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (+1,8 point), ainsi que du commerce de gros et des activités des intermédiaires (+0,6 point), atténué par le recul du commerce de détail (-3,7 points).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Mai	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,5	0,2	0,2	1,8	0,3	2,1
Commerce de véhicules automobiles	-0,2	0,0	-0,7	1,8	0,5	2,5
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	-0,5	0,0	0,7	-1,0	0,3
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	2,0	1,4	0,8	0,6	1,6	0,8
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	1,1	1,9	0,7	1,6	0,3	0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,8	0,1	-0,3	-0,3	2,4	1,9
COMMERCE DE DÉTAIL	5,1	-3,4	-8,2	-3,7	6,5	5,9
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,7	-3,0	-7,4	-3,3	5,8	5,3
INDICE GLOBAL	6,3	0,7	-3,9	1,3	8,1	8,8

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de croissance de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 8,8% en juin 2026, après une augmentation de 8,1% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+5,9 points), le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+2,1 points), ainsi que le commerce de gros et les activités des intermédiaires (+0,8 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a fléchi de 0,1% en juin 2026, après une baisse de 8,7% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont accrus de 2,7% en juin 2026, après une hausse de 1,7% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	Juin	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
Bénin	-11,6	-10,5	-8,4	-14,5	0,2	-4,4
Burkina	1,1	-5,8	9,5	-0,5	2,5	8,3
Côte d'Ivoire	1,7	-0,1	2,1	2,8	4,5	7,5
Guinée-Bissau	11,9	71,6	59,4	-19,9	2,5	-52,1
Mali	-12,3	7,9	9,2	1,3	7,6	1,0
Niger	3,0	-0,9	1,0	0,1	8,0	9,1
Senegal	-0,8	-0,4	-1,2	1,4	1,8	3,6
Togo	6,9	6,1	-7,4	6,5	5,6	6,0
INDICE GLOBAL	-0,1	0,8	-8,7	-0,1	5,3	4,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 4,4% en juin 2026, après une augmentation de 5,3% en mai 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment au Niger (+9,1%), au Burkina (+8,3%), en Côte d'Ivoire (+7,5%), au Togo (+6,0%), au Sénégal (+3,6%) et au Mali (+1,0%). En revanche, des baisses ont été enregistrées en Guinée-Bissau (-52,1%) et au Bénin (-4,4%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	Juin	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
Bénin	0,1	0,3	-0,1	-0,1	14,6	14,1
Burkina	5,0	5,6	9,4	6,1	15,3	15,8
Côte d'Ivoire	2,5	2,9	0,3	2,9	14,8	14,9
Guinée-Bissau	12,9	12,7	1,5	16,5	7,7	11,3
Mali	6,5	7,2	-1,1	7,9	14,4	15,2
Niger	0,5	0,7	3,2	1,0	14,1	14,5
Sénégal	-0,9	-1,4	2,7	-1,7	15,2	14,9
Togo	6,9	5,7	1,7	5,9	14,6	14,8
INDICE GLOBAL	2,5	2,6	1,7	2,7	14,8	14,9

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 14,9% en juin 2026, en rythme annuel, après une hausse de 14,8% le mois précédent. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Burkina (+15,8%), le Mali (+15,2%), la Côte d'Ivoire et le Sénégal (+14,9%), le Togo (+14,8%), le Niger (+14,5%), le Bénin (+14,1%) et la Guinée-Bissau (+11,3%).

2.2. Inflation

En juillet 2026, le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 1,2% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent.

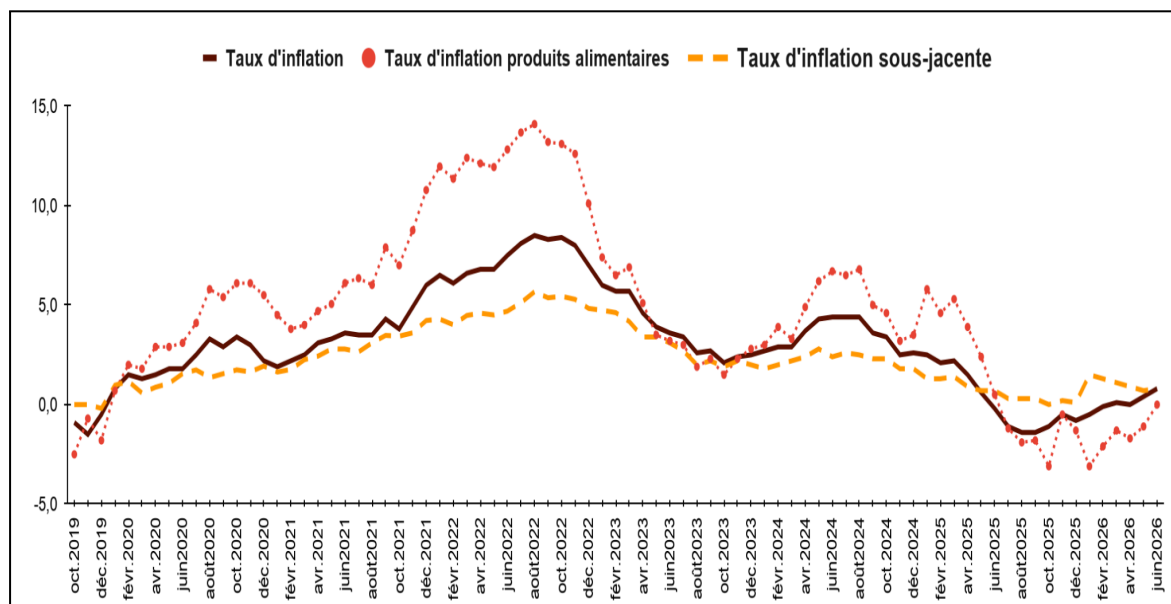
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 1,2% en juillet 2026, après 0,8% le mois précédent. L'évolution du niveau général des prix à la consommation au cours du mois sous revue résulte principalement du renchérissement des « Produits alimentaires » (+0,8% après +0,0%) et de l'accélération des prix des « Restaurants et Hôtels » (+1,7% après +1,2%) et des « Transports » (+3,7% après +3,2%). Les tarifs du « Logement » (+1,5% après +1,9%) ont également contribué à cette évolution, malgré le ralentissement de leur rythme de progression. Cette dynamique a toutefois été atténuée par la poursuite du repli des prix de la division « Communication » (-0,2% après -0,1%).

La hausse des prix de la division « Produits alimentaires » s'explique principalement par le renchérissement du poisson (+8,1% après +5,0%) et des principaux produits alimentaires importés par les États de l'Union (+9,2% après -4,2%). Cette évolution reflète notamment la progression des cours internationaux du blé (+21,7%), de l'huile (+25,7%) et du riz (+10,4%). Elle a toutefois été modérée par la poursuite du recul des prix des céréales (-9,6% après -11,2%) et des tubercules (-6,2% après -10,1%), à un rythme toutefois moins marqué que le mois précédent.

L'analyse par pays fait ressortir une accélération de l'inflation au Mali (+2,8% après +2,0%), au Burkina (+2,3% après +1,9%), en Côte d'Ivoire (+1,9% après +1,8%) et au Togo (+1,6% après +0,1%). À l'inverse, une décélération a été enregistrée au Sénégal (+0,3% après +0,4%). Au

Bénin, le niveau général des prix est demeuré stable, après une baisse de 0,4% le mois précédent. Par ailleurs, le recul des prix s'est atténué au Niger (-2,0% après -2,9%) et en Guinée-Bissau (-0,3% après -1,0%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,0% en juillet 2026, après 0,8% le mois précédent.

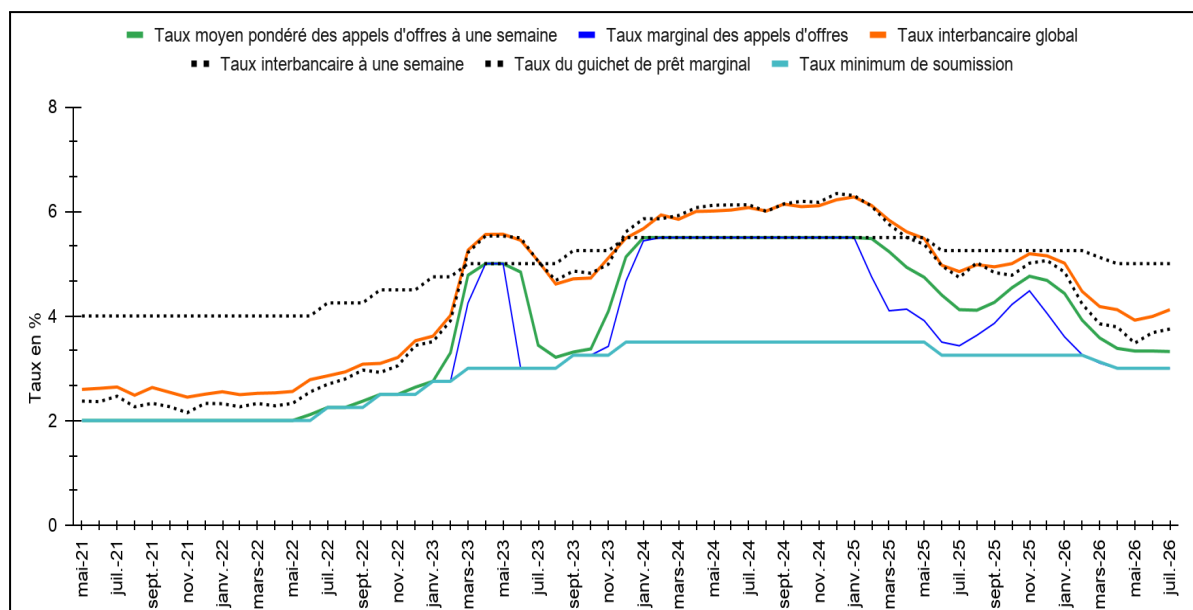
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 10 juin 2026, de laisser inchangés les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, reste fixé à 3,00%, tandis que le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,32% en juillet 2026, contre 3,33% un mois plus tôt. Quant au taux marginal, il est demeuré inchangé à 3,00% d'un mois à l'autre. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,75% en juillet 2026, en hausse de 7 points de base (pdb) par rapport à son niveau en juin 2026 (3,68%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,12% en juillet 2026, en augmentation de 13 pdb par rapport à juin 2026 (3,99%) et en recul de 73 pdb comparativement à juillet 2025 (4,85%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques sont restés quasi stables en juin 2026 par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,66%, contre 6,67% en mai 2026 et 6,70% un an plus tôt. Dans le détail, le coût du crédit bancaire a diminué en Guinée-Bissau (-170 pdb), au Niger (-63 pdb), au Bénin (-13 pdb) et en Côte d'Ivoire (-3 pdb). Par contre, les taux se sont accrus au Burkina (+4 pdb), au Sénégal (+3 pdb), au Mali (+1 pdb) et au Togo (+1 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts se sont repliés de 24 pdb pour ressortir à 5,12%, contre 5,36% le mois précédent. Par pays, la rémunération des dépôts a baissé au Sénégal (-51 pdb), en Côte d'Ivoire (-31 pdb) et au Bénin (-18 pdb), tandis qu'elle a augmenté en Guinée-Bissau (+87 pdb), au Burkina (+73 pdb), au Togo (+11 pdb), au Mali (+8 pdb) et au Niger (+6 pdb).

3.3. Monnaie

A fin juin 2026, la masse monétaire a progressé de 20,9%, en glissement annuel, après une augmentation de 19,9% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 25,2% et 19,6%, après des hausses de 26,0% et 17,9% à fin mai 2026.

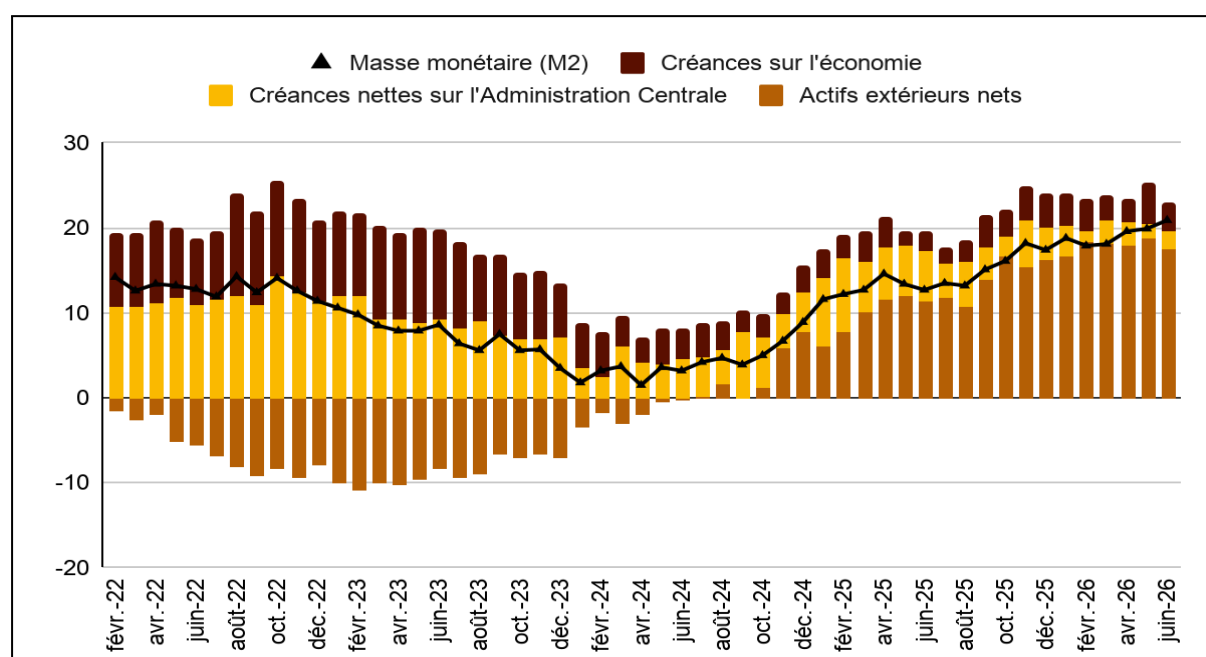
Tableau 6 : Situation monétaire à fin juin 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mai-25	juin-25	mai-26	juin-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	54 474,6	54 641,2	65 300,1	66 062,2	2,0	1,2	19,9	20,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	13 129,6	13 006,6	16 537,5	16 286,9	2,3	-1,5	26,0	25,2
<i>Dépôts</i>	41 345,0	41 634,6	48 762,7	49 775,3	1,9	2,1	17,9	19,6
Actifs extérieurs nets	8 020,4	8 326,3	18 240,7	17 905,8	7,0	-1,8	127,4	115,1
Créances intérieures	61 952,2	62 570,4	65 484,8	65 593,3	1,2	0,2	5,7	4,8
Créances nettes sur APUC	26 447,3	26 690,9	27 389,4	27 785,2	-0,4	1,4	3,6	4,1
Créances sur l'économie	35 504,9	35 879,5	38 095,4	37 808,1	2,4	-0,8	7,3	5,4

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin juin 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.579,5 milliards ou +115,1%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.022,8 milliards ou +4,8%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin juin 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.579,5 milliards (+115,1%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,8% à fin juin 2026, après 5,7% à fin mai 2026. Cette dynamique est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.094,3 milliards) et des créances sur l'économie (+1.928,6 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,4% à fin juin 2026, après 7,3% à fin mai 2026. Cette évolution s'explique par le renforcement des crédits bancaires accordés au secteur privé (+6,6%), atténué par la baisse de 17,0% du crédit à l'administration locale et aux sociétés non financières publiques. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont augmenté de 7,2% à fin juin 2026, après une hausse de 10,0% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont progressé de 5,5% sur la même période, après une hausse de 5,2% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

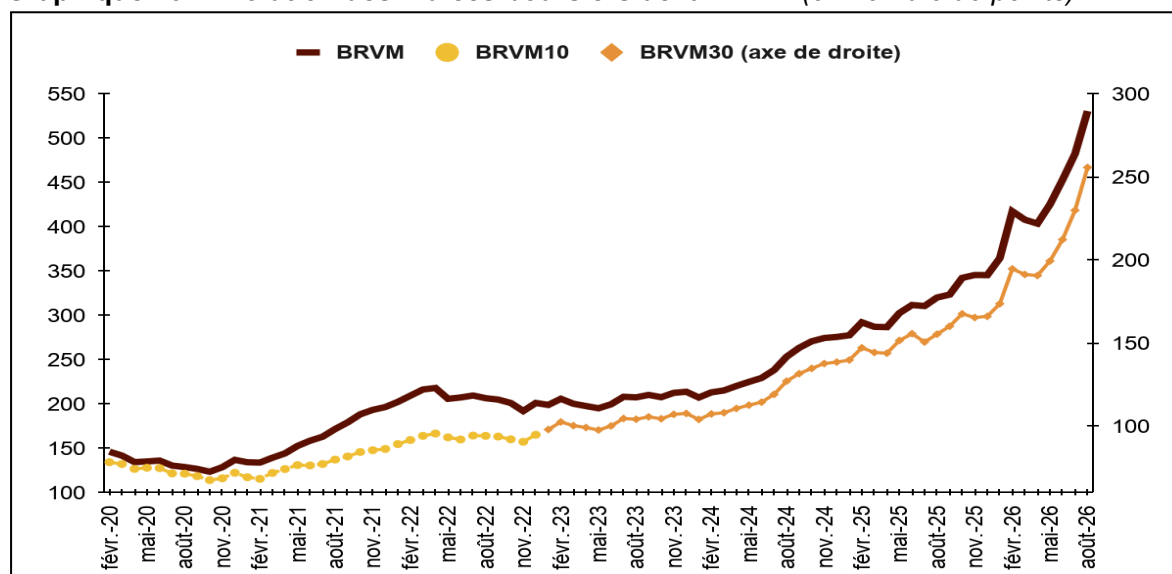
L'activité du marché boursier régional s'est renforcée en juillet 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 752,9 milliards en juillet 2026, soit une diminution de 880,1 milliards par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin juillet 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont progressé, respectivement, de 6,5% et 8,3% par rapport à leur niveau à fin juin 2026. A la date du 20 août 2026, les indices BRVM 30 et BRVM composite se sont accrus respectivement de 8,6% et 7,7% par rapport à leur valeur de fin juillet 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 54,0% et 47,8% par rapport à leur moyenne de juillet 2025.

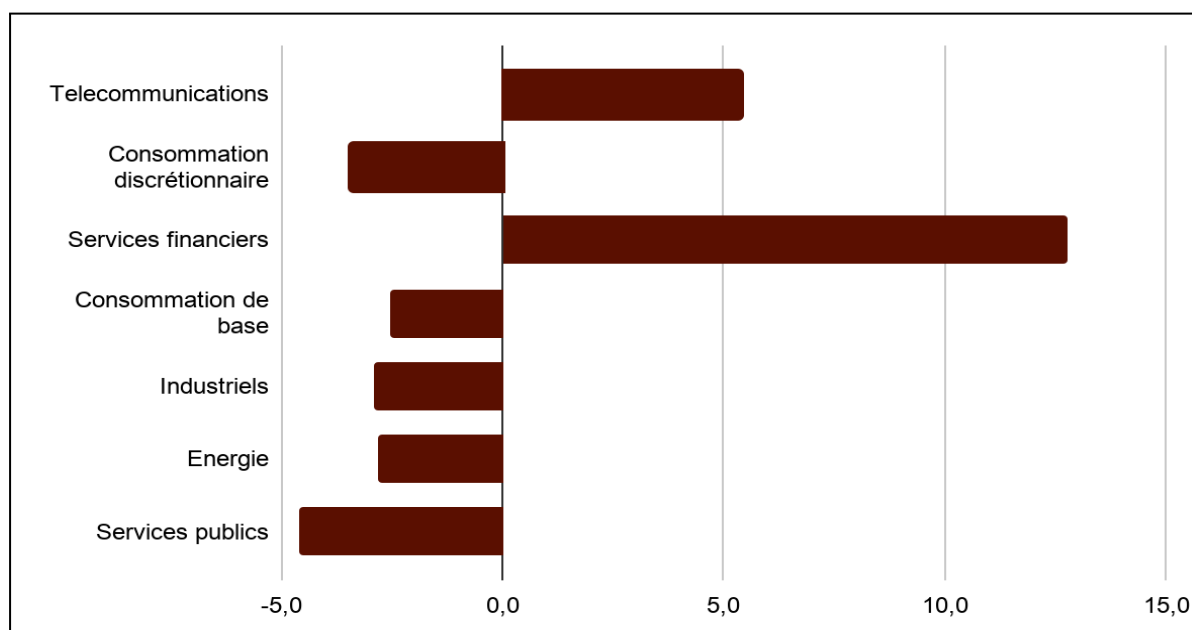
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale a augmenté de 3,4% par rapport à fin juin 2026, pour s'établir à 31.619,6 milliards en juillet 2026. Les indices des branches « Services Financiers » : +12,8% et « Télécommunications » : +5,4% ont enregistré les plus fortes progressions. En revanche, les indices des branches « Services Publics » : -4,6%, « Consommation discrétionnaire » : -3,5%, « Industriels » : -2,9%, « Energie » : -2,8% et « Consommation de base » : -2,5% ont reculé.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en juillet 2026 (en %)



Source : BRVM

En variation annuelle, la capitalisation boursière totale s'est renforcée de 40,1% par rapport à fin juillet 2025. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 55,1% à 18.593,4 milliards, tandis que celle du marché des obligations a augmenté de 23,0% à 13.026,2 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Les opérations sur le marché régional de la dette publique ont été marquées par une baisse du volume global des émissions ainsi que des coûts d'emprunt sur le marché par adjudication.

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UEMOA ont levé 677,9 milliards en juillet 2026, dont 128,5 milliards de bons du Trésor (19,0%) et 549,4 milliards d'obligations du Trésor (81,0%). Les ressources mobilisées se sont contractées de 380,1 milliards par rapport au mois précédent, soit un recul de 35,9%. Cette baisse s'explique par la diminution des émissions de bons (-50,8 milliards) et de celles des obligations (-329,3 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a baissé de 524,9 milliards, soit 43,6%.

Le taux de couverture² global des émissions par adjudication est ressorti à 177,8%, contre 171,1% en juin 2026.

Le compartiment par syndication a enregistré une seule opération au cours du mois de juillet 2026. Le Burkina Faso a mobilisé 75,0 milliards, contre 575,0 milliards mobilisés par le Burkina et la Côte d'Ivoire le mois précédent, soit une baisse de 500,0 milliards ou 87,0%. Le rendement moyen pondéré des titres émis sur ce compartiment est ressorti à 6,80%, en hausse de 93 points de base (pdb) d'un mois à l'autre.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 752,9 milliards sur le marché financier régional, soit une diminution de 53,9% (-880,1 milliards) par rapport au mois de juin 2026. Comparativement au mois de juillet 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une baisse de 57,4% (-1.013,9 milliards).

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États*(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)*

	juillet 2025	juin 2026	juillet 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	347,5	179,3	128,5	-50,8	-28,3	-219,0	-63,0
Obligations par adjudication	855,3	878,7	549,4	-329,3	-37,5	-305,9	-35,8
<i>Total adjudication</i>	<i>1 202,8</i>	<i>1 058,0</i>	<i>677,9</i>	<i>-380,1</i>	<i>-35,9</i>	<i>-524,9</i>	<i>-43,6</i>
<i>Obligations par syndication</i>	<i>364,0</i>	<i>575,0</i>	<i>75,0</i>	<i>-500,0</i>	<i>-87,0</i>	<i>-289,0</i>	<i>-79,4</i>
Total marché régional des titres publics	1 566,8	1 633,0	752,9	-880,1	-53,9	-813,9	-51,9
Marché des eurobonds	200,0	-	-	-	-	-	-
Total général	1 766,8	1 633,0	752,9	-880,1	-53,9	-1 013,9	-57,4

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a reculé de 87 pdb pour ressortir à 5,14% en juillet 2026, contre 6,01% le mois précédent. De même, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires par adjudication s'est replié de 23 pdb pour s'établir à 7,12% en juillet 2026. Ces évolutions s'expliqueraient notamment par le ralentissement des sollicitations du marché et l'amélioration de la liquidité. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts de mobilisation des emprunts publics se sont assouplis. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor s'est réduit de 193 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations s'est replié de 38 pdb sur le marché par adjudication, comparativement à son niveau de juillet 2025.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États*(En point de pourcentage)*

	juillet 2025	juin 2026	juillet 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,07	6,01	5,14	-0,87	-1,93
Obligations	7,27	6,76	7,08	0,32	-0,19
<i>Par adjudication</i>	<i>7,5</i>	<i>7,35</i>	<i>7,12</i>	<i>-0,23</i>	<i>-0,38</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,74</i>	<i>5,87</i>	<i>6,8</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Eurobonds</i>	<i>2,33</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais entourées de risques liés notamment à la conjoncture internationale, aux contraintes sécuritaires dans certaines régions de l'Union ainsi qu'aux conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

Selon les données issues de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Les prévisions de la BCEAO, laissent entrevoir que l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,7% au deuxième trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026	3T2026
Secteur primaire	1,7	1,6	1,6	1,6	1,1	1,0	1,0
Secteur secondaire	1,6	1,6	1,6	1,6	2,0	2,0	2,0
Secteur tertiaire	3,5	3,3	3,4	3,4	3,0	3,0	3,1
Produit Intérieur Brut	6,8	6,5	6,6	6,5	6,1	6,0	6,1

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 20,3% à fin juillet 2026, après 20,9% à fin juin 2026. L'amélioration de 11.102,2 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.140,1 milliards (+5,1%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 9.543,7 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes des institutions de dépôts sur les unités de l'administration publique centrale (+4,4%) et des créances sur l'économie (+5,6%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin juillet 2026, le renforcement des dépôts (+19,1%) et de la circulation fiduciaire (+24,4%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à 1,7% en août 2026, avant d'atteindre 1,9% en septembre 2026 puis 2,1% en octobre 2026. La tendance haussière projetée s'inscrit dans le prolongement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de leurs répercussions sur les prix des produits pétroliers ainsi que sur les coûts du fret. Elle tient également compte du relèvement des prix des carburants en Côte d'Ivoire, notamment de l'essence (+3,4%) et du gasoil (+3,6%), à compter du 1^{er} août 2026, au Burkina pour le gasoil (+11,1%), à compter du 10 août 2026, ainsi qu'au Sénégal pour l'essence (+7,6%) et le gasoil (+11,0%), à compter du 15 août 2026. Elle résulterait également du contexte lié à la période de soudure et de la prise en compte des effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires dans certaines zones confrontées à des contraintes sécuritaires. Cette dynamique resterait toutefois contenue par l'offre disponible de produits céréaliers dans l'Union, favorisée par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026 (+6,8%).

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 23	déc. 24	déc. 25	mai 26	juin 26	juil. 26	août. 26	sept 26
Produits alimentaires et boissons	1,1	1,6	-0,5	-0,3	0,5	0,8	1,1	0,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
Ameublement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,0	-0,1	0,4	0,4	0,6	0,9	0,7
Communication	0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,5	-0,8	-1,1	-0,8
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	-0,4	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2,5	2,6	-0,8	0,4	0,8	1,2	1,7	1,9

*



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Mai	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,5	0,2	0,2	1,8	0,3	2,1
Commerce de véhicules automobiles	-0,2	0,0	-0,7	1,8	0,5	2,5
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,0	0,1
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	-0,1	-0,5	0,0	0,7	-1,0	0,3
Commerce et réparation de motocycles	-0,2	0,2	0,3	-0,1	0,1	-0,1
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	2,0	1,4	0,8	0,6	1,6	0,8
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	1,1	1,9	0,7	1,6	0,3	0,1
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,1	-0,5	0,2	-0,5	-0,8	-0,8
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,8	0,1	-0,3	-0,3	2,4	1,9
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE DE DÉTAIL	5,1	-3,4	-8,2	-3,7	6,5	5,9
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,7	-3,0	-7,4	-3,3	5,8	5,3
INDICE GLOBAL	6,3	0,7	-3,9	1,3	8,1	8,8

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	Mai	Juin	Mai	Juin (*)	Mai	Juin (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	0,1	2,5	2,7	-1,0	5,4	1,8
Extraction d'hydrocarbures	0,5	0,4	0,3	-0,1	1,0	0,5
Extraction de minerais métalliques	-1,0	1,9	2,4	-1,2	3,6	0,4
Autres activités extractives	0,1	0,0	0,0	0,2	0,3	0,4
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,8	-1,2	-5,3	-3,6	2,9	0,2
Fabrication de produits alimentaires	-1,4	-0,7	-2,4	-3,9	2,4	-1,2
Fabrication de boissons	0,7	-0,8	0,3	-0,3	0,1	0,5
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	-0,5	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	0,1	0,3	0,0	-0,1	0,2	-0,3
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,1	-0,1
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,0	-0,2	-0,1	0,0	-0,2	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	0,0	-0,3	0,1	-0,1	0,0
Raffinage pétrole, cokéfaction	-0,4	0,2	-1,1	0,6	0,1	0,5
Fabrication de produits chimiques	0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,1	-0,3
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,5	0,3	-0,5	0,0	0,2	-0,1
Fabrication de matériaux minéraux	0,0	-0,2	-0,3	0,0	-0,1	0,1
Métallurgie	0,3	0,0	-0,1	-0,3	0,2	-0,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,7	-0,1	0,0	0,4	0,1	0,6
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	0,5	-0,5	0,0	-0,1	-0,1	0,3
Production et distribution d'électricité et du gaz	0,5	-0,5	0,0	-0,1	-0,1	0,3
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	-1,2	1,0	-2,3	-4,7	8,6	2,5

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST